

À travers le labyrinthe des plans monétaires

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **36 (1944)**

Heft 5-6

PDF erstellt am: **14.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384385>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les bas salaires sont le plus grand des maux que les employeurs aient à craindre. En effet, ce sont les travailleurs qui, en raison de leur nombre, détiennent la plus grande part du pouvoir d'achat. Les pays où les salaires sont élevés sont prospères; tout va mal dans ceux où ils sont bas, pour les riches comme pour les pauvres.

(Robert Owen: *Lettre à une association patronale*. 1818.)

Si Galilée et Copernic vivaient aujourd'hui et qu'au lieu de bouleverser les théories astronomiques ils s'appliquent à renverser l'autorité des experts en matière monétaire, ils se heurteraient à des juges aussi bornés et aussi partiaux que ceux de l'Inquisition.

(*Money versus Man*, du professeur Fred. Soddy. 1931.)

Sans aucun doute, la démocratie a commis bien des erreurs avant d'apprendre l'art de gouverner. Mais il est certain que la méconnaissance de la nature de l'argent suffit, à elle seule, à renverser une démocratie.

(*Money versus Man*, du professeur Fred. Soddy. 1931.)

A travers le labyrinthe des plans monétaires.

I.

La fin du monde « normal » et « naturel ».

A première vue, la chose apparaît très simple: le monde offre assez de richesses naturelles pour assurer à tous du travail et des conditions d'existence dignes; mais il faut pour cela que l'argent, ce véhicule entre les hommes et les choses et les choses et les hommes, circule de manière à conserver ce contact, condition du travail et de la production.

Mais ce n'est là qu'une vue superficielle. Toutes sortes d'obstacles, d'éléments irrationnels, d'insuffisances apparaissent bientôt à l'observateur attentif. Ce sont tout d'abord les frontières politiques, construction naturelle parfois, arbitraire souvent, puis les hommes dont elles protègent les égoïsmes, les particularités ou dont elles entravent les espérances, raisonnables ou insensées. Ces frontières, dont beaucoup ne font qu'ériger des barrières artificielles, suffisent à ruiner l'idylle que nous venons d'esquisser. Elles limitent, pour ne mentionner que l'une de leurs fonctions négatives, la consommation de ceux qui préfèrent vivre en liberté dans leur réduit national et se contenter (ils ne peuvent souvent guère faire autrement) des produits que dispense chichement un sol ingrat plutôt que de mettre leur confiance dans la générosité du vaste monde; mais nous savons depuis 1914 combien peu nous pouvons nous y fier. Nous savons que derrière ces multiples frontières se cachent des hommes qui, malgré la richesse du monde, ont choisi de n'y point participer, préférant se vouer au culte de la force

(des canons au lieu du beurre!). D'autres peuples sont décidés à maintenir à tout prix les traditions qui nourrissent leur fierté nationale. (Les Pays-Bas, par exemple, au moment où tous les États agraires traversaient une crise de production extrêmement grave, dépensaient des milliards pour conquérir sur la mer des terres nouvelles.) D'autres hommes trouvent leur intérêt à ne cultiver qu'un seul produit, produit de luxe qui ne représente peut-être qu'un gaspillage d'énergies, mais leur assure un gain plus substantiel; d'aucuns, enfin, ont découvert que le travail des autres, quand on sait l'utiliser, rapporte plus que le sien propre et souvent même que c'est en ne participant ni à la production ni aux échanges que l'on s'enrichit le plus vite — par la spéculation! Il semble donc que ce soient l'insécurité et les injustices de ce monde bigarré et aventureux qui donnent à ceux qui savent les exploiter les joies douteuses offertes par une société complice.

D'ailleurs, le « Sésame ouvre-toi » qui doit donner accès à ce domaine où le hasard est roi, est rappelé chaque jour par la presse et la radio, illustré par le cinéma; c'est la liberté sous toutes ses formes, liberté du commerce et de l'industrie, libéralisme et économie privée, libre échange, libre circulation de l'argent et des capitaux, liberté de fixer les prix de production et les salaires, libre exploitation de l'homme par l'homme, esprit d'entreprise et d'initiative. Cette liberté absolue dans les relations entre les hommes et leurs rapports avec les choses est à l'origine des abus qui nous ont menés là où nous en sommes, des crises de production et de consommation; et sans cesse, l'homme a tenté de corriger le mal, c'est-à-dire par des solutions libéralistes. On laissait à l'« automatisme de l'or » et à d'autres automatismes de nature économique et financière le soin de réparer le mal. En d'autres mots, la crise la plus cruelle était corrigée par un automatisme tout aussi hostile à l'individu. Et lorsque l'activité reprenait, des hommes en grand nombre s'enrichissaient alors que d'autres, en plus grand nombre, restaient pauvres; puis, quand la conjoncture fléchissait, ces pauvres s'appauvrirent davantage tandis que d'innombrables riches devenaient plus riches.

Ce système économique et social, les hommes, dans leur immense majorité, l'ont considéré comme « normal » et « naturel » jusqu'à la première guerre mondiale.

Jusqu'en 1914, les effets curatifs de cet automatisme étaient rendus plus efficaces par les possibilités qu'avait encore l'Europe d'exporter des hommes et des capitaux vers les autres parties du monde (c'est là — parallèlement à la « balkanisation » du continent — un point essentiel du problème qui nous occupe). Le reste du monde offrait sans cesse de nouveaux débouchés, il y avait toujours des peuples où la demande d'argent et de marchandises était forte et au détriment desquels on pouvait se tirer d'affaire en rendant à haut prix les services attendus et sans qu'il en coûtât de trop lourds sacrifices.

Cet ordre économique jouait en faveur des privilégiés; d'une manière générale, les Européens étaient de ce nombre: ils vivaient « du côté du soleil ». Cet état de choses dura jusqu'en 1914. Dès ce moment, l'Europe commence à figurer parmi les « parents pauvres ».

Les gens qui ont vécu autrefois sans souci n'acceptent que difficilement la perte de leur sécurité. Ils espèrent toujours que le « bon vieux temps » reviendra. Cette illusion est encore répandue dans les milieux dirigeants de l'Europe. On croit que si toutes les interventions d'ordre économique et financier qui ont été multipliées depuis 1914 pouvaient être effacées, l'état de choses « normal » antérieur à cette période se rétablirait automatiquement. Ces spéculations ne sont pas dénuées de toute logique: supprimer les causes, c'est se prémunir contre leurs effets. C'est la raison pour laquelle, peu après la dernière guerre mondiale, la S. d. N. a recommandé de démanteler les entraves qui s'opposaient au commerce; divers gouvernements ont espéré, en esquissant un retour au libre-échange, qu'ils atténueraient les fluctuations économiques. Quelques passages d'un rapport de la Société des Nations caractérisent bien l'optimisme qui régnait alors:

« La cause efficiente de ces suppressions de ces restrictions quantitatives résidait dans le fait que la plupart des gouvernements, qui suivaient en cela l'opinion publique, n'étaient pas désireux de maintenir à titre permanent un contrôle quantitatif des échanges commerciaux. Dans leur idée, le système d'avant-guerre était le système normal et naturel, et ce point de vue fut confirmé par les déclarations des conférences et des commissions internationales. Le contrôle des changes, largement pratiqué après l'armistice par les pays européens dont la situation financière était chancelante, fit également l'objet d'une condamnation générale. Le rétablissement de la situation financière en Europe — auquel la Société des Nations contribua de façon notable — permit à un pays après l'autre de supprimer le contrôle établi sur les opérations de change. »

Les « experts » croyaient à une restauration du « régime normal » d'avant 1914. Le « retour à la liberté » et à l'automatisme, qui avaient fait l'Europe forte et heureuse, métropole des « beati possidentes », est le leitmotiv de toutes les conférences économiques qui se sont succédées de 1919 à 1939. Mais en réalité, toutes les décisions et résolutions de ces assises internationales produisaient l'effet contraire: plus on aspirait, en théorie, à rétablir la liberté et l'automatisme et plus les barrières douanières et autres entraves devenaient infranchissables. Pourquoi cette contradiction? La part du « gâteau » réservée à notre continent avait fortement diminué. Sa place au soleil lui étant désormais contestée, son appareil de production et de distribution apparaissait démesuré. On s'aperçut que l'Europe avait vécu au-dessus de ses moyens et ce fut le « sauve-qui-peut ». Chaque pays, dans un monde devenu hostile et où la

division internationale du travail n'était plus qu'un souvenir, se replia sur lui-même, cherchant son salut dans l'autarcie.

Rien n'empêche de penser que cette contrainte, née uniquement de la nécessité, aurait pu être salutaire; en effet, *à la longue, de même que l'économie nationale ne peut être organisée de manière satisfaisante que si chaque citoyen met de l'ordre dans ses propres affaires, de même les richesses du monde ne peuvent être exploitées de manière rationnelle que si chaque nation fait d'abord de l'ordre chez elle, dresse son propre inventaire.*

Cette vérité n'a jamais été comprise et les possibilités qu'elle ouvre ont été négligées. Les milieux dirigeants continuaient d'espérer que la liberté et l'automatisme rétabliraient tant bien que mal la situation, au prix de lourds sacrifices évidemment (mais que d'autres, selon la recette tant de fois employée, seraient appelés à supporter). Toutes les conférences internationales, toutes les innombrables recommandations et résolutions, les conventions énuméraient sans relâche les choses à abolir ou les entraves à supprimer: barrières douanières, contrôle des devises, dumping, concurrence déloyale, etc. Mais, en réalité, l'évolution suivait un cours diamétralement opposé: aux interdictions d'exporter et d'importer s'ajoutaient les primes à l'exportation, les droits de douane préférentiels et même les tarifs de représailles, les contingentements, etc.; dans la plupart des pays, le contrôle des devises et des salaires a provoqué les interventions les plus profondes de l'Etat dans les domaines monétaire et économique. Tous les avertissements ne servant à rien, la Société des Nations n'eut d'autres ressources que de constater, en ce qui concerne les mesures « excessives » et « artificielles » de protection douanière:

« Aucun résultat concret ne fut obtenu, à moins que l'on ne considère comme un succès relatif l'accalmie temporaire qui se produisit, en 1927 et 1928, dans l'ouragan protectionniste. Quant aux efforts entrepris pour la conclusion d'accords spéciaux, ils échouèrent presque entièrement. »

Tous les autres domaines de l'activité économique appelaient des remarques analogues.

Mais pourquoi tous les Etats ont-ils fait exactement le contraire de ce que leurs porte-parole avaient reconnu pour exact? Certainement pas par masochisme, mais tout simplement parce que c'était la seule solution possible, la seule à laquelle une Europe pressée par la nécessité et partiellement appauvrie pouvait encore recourir.

Dans la détresse il faut faire de nécessité vertu. C'est le seul moyen de salut. Les mesures imposées par un destin hostile, il faut les coordonner, il faut en faire des mesures d'économie dirigée. Les villes européennes détruites par la guerre avaient poussé sans plan, chaotiquement. Elles seront reconstruites selon les principes de l'urbanisme moderne. Le pittoresque y perdra, mais le bien-être y gagnera. L'économie

européenne, les économies nationales doivent être restaurées selon le même principe.

L'économie dirigée doit assurer l'avènement d'une liberté nouvelle et meilleure, toute tentative de rétablir la liberté indisciplinée d'autrefois ne pouvant aboutir qu'à un échec et au chaos. Le monde « naturel et normal » d'avant 1914 n'est, en grande partie, plus qu'un souvenir. Il est probable que les mesures économiques et financières qui seront prises sur le plan mondial après la guerre en effaceront les derniers vestiges.

II.

Les plans monétaires. Leur portée et leur signification.

Où en sommes-nous dans ce domaine? Jusqu'à maintenant, seuls les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne ont étudié des plans, fondus par la suite en un plan monétaire mondial. Quant à la Charte de l'Atlantique et aux autres déclarations politiques, elles ont tout au plus la valeur de directives. Le plan monétaire du Canada a servi de truchement entre ceux des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne; il a été abandonné après que le plan mondial ait été établi. La même remarque vaut pour le plan monétaire français d'Hervé Alphand; ses propositions, en elles-mêmes raisonnables, n'ont pour ainsi dire pas été retenues, ce qui démontre que *les plans monétaires, si excellents soient-ils, n'ont de chance de s'imposer que si leurs auteurs disposent d'une réelle puissance politique.*

Pour comprendre la portée — nous dirons même le tragique — du plan publié de manière si inattendue en avril dernier, il faut connaître les éléments du plan britannique Keynes et du plan américain White dont il est issu.

En dernière analyse, ces deux plans — aujourd'hui encore — procèdent de cette illusion trompeuse que nous venons de dénoncer d'un retour à un monde « normal » et « naturel », c'est-à-dire d'un rétablissement de cette liberté et de cet automatisme dont deux catastrophes mondiales nous ont appris cruellement la vanité.

« On revient toujours à ses premières amours »: au « libre jeu des forces »; on tente de lui donner une dernière chance. Les critiques capitalistes du plan se raccrochent désespérément à l'affirmation de cette liberté qui apparaît si souvent entre les lignes. La citation qui suit est caractéristique à cet égard:

Le Plan Keynes et le Plan White visent au même but: tous deux, afin de restaurer la circulation internationale des biens et les échanges de services entendent rétablir la liberté des paiements internationaux, c'est-à-dire supprimer les interventions de l'Etat et les diverses réglementations instituées dans ce domaine telles que la manipulation des changes, le contrôle des devises, le trafic de compensation, les accords de paiement, le système de clearing, etc. Ils tendent à un régime dans

les limites duquel les paiements de pays à pays se feront librement, sans intervention de l'Etat, comme c'était le cas autrefois, dans la mesure où l'étalon or était reconnu dans les relations internationales.

Quelques-unes des dispositions de ces deux plans donneront au lecteur une idée de ce « régime dans les limites duquel les paiements se feront librement, sans intervention de l'Etat » :

En adhérant au Plan Keynes et à l'Union de clearing qu'il prévoit, chaque Etat s'engage à verser exclusivement à ce nouvel organisme les sommes qu'il doit à un pays qui n'a pas rempli ses obligations; de même, chaque Etat doit accepter que cette procédure lui soit appliquée pour le cas où lui-même ne remplirait pas ses obligations à l'Union de clearing. Les Etats membres quittant l'Union sans avoir arrêté au préalable les modalités d'amortissement d'un solde débiteur éventuel, seront traités comme les Etats qui n'ont pas rempli leurs obligations...

Le conseil d'administration de l'Union de clearing a *le droit* de demander à tout gouvernement *toutes les informations statistiques ou d'autre nature qui lui apparaissent importantes, de même que des renseignements complets sur leurs réserves d'or, les soldes créditeurs et débiteurs à l'égard de l'étranger, sur tous les autres avoirs et engagements à l'étranger, qu'ils soient publics ou privés.* (Pour faciliter la compréhension du problème, il suffit de songer, par exemple, aux in-fatigables et vains efforts déployés par les organisations syndicales suisses pour obtenir du Conseil fédéral, par l'intermédiaire d'offices des salaires ou des caisses de compensation, quelques indications sur les salaires, un autre facteur décisif de l'activité économique.)

Le Plan White déclare purement et simplement que le fonds de stabilisation des monnaies qu'il envisage « fixe le cours des monnaies des Etats membres en or ou en Unitas (l'unité monétaire à créer par le Plan White). Cette parité ne peut être modifiée par les Etats membres qu'avec le consentement du fonds monétaire. »

La fluctuation des rapports entre les monnaies des Etats membres ne doivent pas modifier la valeur des actifs (en or ou Unitas) du fonds. Si les cours d'une monnaie — exprimés en or ou Unitas — d'un Etat membre baisse, son gouvernement doit verser au fonds, dans la monnaie nationale, une somme correspondant à la diminution des avoirs du fonds libellés dans cette monnaie...

Tout pays ne remplissant pas ses engagements à l'égard du fonds sera déclaré en retard dans ses paiements, et cela à la majorité simple des voix; pendant cette période, il peut être privé de ses droits. Toutefois, au cours de la dite période, il reste astreint à toutes les obligations qui découlent de sa qualité d'Etat membre. Un Etat privé de ses droits pendant deux ans perd ipso facto sa qualité de membre du fonds.

L'adhésion au fonds international implique les « obligations » suivantes:

Les Etats membres sont tenus de maintenir le rapport entre leur monnaie et les monnaies étrangères tel qu'il a été fixé par le fonds; *ils doivent prendre les mesures nécessaires à cet effet. Les parités ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement du fonds, dans l'ampleur et selon les modalités autorisées.* Le fonds fixe les limites dans lesquelles les cours des monnaies peuvent varier.

Dès qu'ils constatent que les circonstances le permettent, les Etats membres doivent rapporter toutes les restrictions et les mesures de contrôle qui entravent les transactions de devises (à l'exception de celles qui limitent les mouvements de capitaux) avec les pays étrangers. Ils ne peuvent procéder à aucune nouvelle restriction sans le consentement du fonds.

Nous pourrions encore citer nombre de dispositions tout aussi catégoriques, en ajoutant que celles du Plan White le sont tout particulièrement.

Partisans que nous sommes d'une organisation logique de la société, ces clauses impératives ne nous effraient pas; on nous permettra cependant de sourire de l'inconséquence avec laquelle leurs auteurs font entrevoir un retour au libéralisme.

Précisément parce que nous voulons une organisation logiquement ordonnée, nous devons faire un pas de plus, nous demander si vraiment les interventions prévues par ces plans sont assez profondes pour permettre d'établir l'ordre désiré. Si ces multiples entraves n'avaient pas pour effet, en dernière analyse, de nous assurer des avantages plus substantiels et acquis au prix de moins de souffrances que ceux que peut encore procurer un retour à l'automatisme inhumain du libéralisme, nous nous rallierons à ceux qui pensent que les avantages offerts par ces plans sont sans rapport avec leurs inconvénients.

A ce propos, relevons que malgré les dispositions qui limitent la souveraineté nationale, *l'intervention cesse au point précis où elle pourrait provoquer de désirables modifications de la structure, de véritables mesures de planification, c'est-à-dire les réformes mêmes qui sont indispensables si nous voulons éviter que le monde ne retombe dans le chaos.*

Mais lorsque les propositions Keynes et White appellent directement des mesures d'économie dirigée, leurs auteurs se taisent ou cherchent à éluder le problème. Nous retrouvons sous leur plume le langage que les conférences internationales et leurs résolutions nous ont rendu familier: « Il est recommandé aux gouvernements des Etats membres... » « Les hautes parties contractantes ont été invitées... », etc, formules d'autant plus regrettables que l'expérience nous a appris qu'elles ne mènent à rien.

En fin de compte, l'objet de ces deux plans, et notamment du Plan White, est de créer par la stabilisation des monnaies les conditions propres à remettre l'économie en marche. *Ils entendent ne pas toucher au système capitaliste et, en particulier, ne pas empiéter sur les chasses gardées des banques privées.* Mais, en dépit de cette prudence, ces plans ne peuvent apporter des améliorations efficaces et décisives sans prévoir des transactions et des crédits à long terme. Malgré cela, leurs auteurs laissent entendre que cette « sorte d'affaires » sera laissée à ceux qui en détiennent actuellement le monopole. Il semble donc que l'on ne puisse pas toucher à certains privilèges. C'est pourquoi, lors des premières

publications dont ces plans ont fait l'objet, les banques américaines ont exprimé la crainte de se voir frustrées d'une partie des gains que leur procurent les grandes transactions internationales de crédit; elles ont exprimé le vœu que les accords monétaires internationaux prévus se bornent à « restaurer l'étalon or » et que « la libre concurrence sur les marchés ne soit pas remplacée par les décisions d'un bureau international ». « En effet, constatent avec raison les milieux bancaires américains, les deux plans prévoient l'octroi aux membres de la nouvelle institution internationale des crédits qui seraient nécessairement à long terme. Or l'octroi de tels crédits relève uniquement des banques et ces opérations doivent être réservées aux instituts bancaires des Etats qui accordent et des pays qui demandent des crédits. » Une partie « des crédits internationaux à long terme menace donc d'être soustraite aux banques qui en ont l'expérience ».

Si les plans monétaires doivent contribuer à atténuer les fluctuations de la conjoncture — et seule une telle fonction pourrait leur donner leur véritable importance —, ils doivent avoir d'autres attributions que celle de remettre l'économie en marche, d'assurer le « démarrage ».

Le Plan White.

A quoi prétend-il? Son texte ne laisse aucun doute. *Il n'a pas d'autre objet que de constituer un fonds international de stabilisation alimenté par des quote-parts des Etats membres*, fonds analogues à ceux déjà créés sur le plan national aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et ailleurs (à cette différence près que si les réserves du fonds américain de stabilisation, par exemple, peuvent être affectées entièrement à ce but, celles du Plan White ne peuvent y être consacrées qu'en partie). Les promoteurs du plan ne reculent pas devant les mesures les plus draconiennes pour réaliser la stabilisation monétaire, c'est-à-dire pour atteindre un but important entre tous. Pourtant, ce plan est conçu dans l'esprit commercial le plus dur et il se montre parfois aussi inexorable que les affaires le demandent. En particulier, les rapports entre créanciers et débiteurs sont nettement définis: le débiteur « doit » et le créancier « peut ». L'impératif catégorique ne vaut que pour le premier.

Précisément parce que le Plan White est conçu dans un esprit purement commercial et *capitaliste*, les limites de la « philanthropie » sont très exactement tracées. Les dangers résultant des attributions excessives consenties dans de telles conditions — c'est-à-dire nettement capitalistes — à des organes internationaux apparaissent de manière beaucoup plus précise que dans le Plan Keynes.

Ce n'est donc pas l'effet du hasard si, dès la première phrase, l'or prend une place prépondérante dans le Plan White. Bien que le texte révisé par la suite tienne davantage compte des pays qui

n'ont pas ou que de faibles réserves d'or, chacun des Etats membres doit faire en partie en or le premier versement. L'or accompagne chacun des « engagements ».

Encore qu'aujourd'hui tous les belligérants — dans l'obligation de trouver ou d'improviser rapidement les innombrables milliards indispensables à la conduite des opérations — conviennent que l'or n'est « pas nécessaire à la guerre », le Plan White donne cependant à penser que le métal jaune pourrait redevenir très important *après les hostilités*. En effet, tous ceux qui ont gagné de l'argent alors que l'or « n'était pas nécessaire à la guerre » entendent en jouir en sécurité quand la paix sera revenue. C'est pourquoi, *selon toute probabilité, l'or sera déclaré « nécessaire à la paix » et que la monnaie lui sera de nouveau rattachée si l'on veut qu'elle puisse être affectée à autre chose qu'à fabriquer des moyens de destruction.*

Même un économiste aussi orthodoxe que le professeur Cassel reproche ouvertement au Plan White « de s'inspirer trop nettement des conceptions traditionnelles de l'économie privée ».

Le Plan Keynes.

Comme le Plan White, il envisage de lier la monnaie à l'or, mais (ce qui n'a rien d'étonnant quand on connaît son auteur) *sans s'inspirer de conceptions purement commerciales; au contraire, il tient compte des besoins de l'économie considérée dans son ensemble et ses dispositions visent même à déterminer la conjoncture.* Le Plan Keynes précise expressément que « son but est d'enlever à l'or sa fonction déterminante, mais non pas de l'exclure. La monnaie bancaire internationale que nous avons désignée sous le nom de Bancor aura une certaine teneur en or. »

On a fortement simplifié le problème (mais les tendances fondamentales des deux plans n'ont pas laissé d'y contribuer) en présentant le Plan White comme l'instrument d'un pays riche et créancier et le Plan Keynes comme celui d'un pays appauvri (ce qui est évidemment le cas et qui le sera davantage encore demain). Mais quoi! les pauvres ont généralement plus de compréhension que les riches pour les soucis de leurs semblables. Le Plan Keynes essaie de demander un effort supplémentaire aux créanciers et aux détenteurs de capitaux de traiter avec moins de rigueur les débiteurs — ceux d'aujourd'hui et ceux de demain. Bien que ces vues anglaises — la Grande-Bretagne ayant déjà été éliminée pour une bonne part du marché mondial de l'argent — ne soient pas inspirées par un pur idéalisme, il faut reconnaître toutefois que, depuis longtemps, ce pays témoigne de plus de compréhension pour les nécessités de l'économie mondiale que les Etats-Unis, pays pour lequel les grandes chances capitalistes ne font que s'ouvrir, chances dont il sera probablement aussi peu disposé à se laisser frustrer que ces devanciers ne l'ont été.

C'est donc sans étonnement que nous lisons dans le Plan Keynes:

Après la guerre, *il importera d'inciter les Etats à contracter avec moins de réticence des engagements internationaux*. Si le plan peut être considéré en quelque sorte comme une mesure de *désarmement financier*, on n'y trouve cependant rien qui puisse nous faire hésiter à l'accepter ou à le faire admettre par d'autres. *Le fait que le plan invite les Etats à renoncer à la liberté dont ils ont usé dans le passé au détriment de tous* est un avantage et non pas un désavantage. De même, les gouvernements devraient renoncer à favoriser l'indiscipline, le désordre et tout ce qui nuit aux bonnes relations entre voisins.

Le plan est la première étape d'une *nouvelle économie mondiale*, le début d'efforts nouveaux pour « gagner la paix ». Il pourrait aider à créer les conditions et l'atmosphère qui rendraient plus facile la solution de bien des problèmes.

Le Plan Keynes est donc une tentative de construire sur un terrain nouveau avec des matériaux neufs. *Il tente de greffer sur le plan international des principes devenus évidents sur le terrain national*: de même que les banques font fructifier les dépôts (monnaies de virement, etc.) dans le cadre national en les mettant en circulation sous forme de crédits, le fonds international assumera cette fonction dans le terrain international. Sur le plan national, est-il quelqu'un pour s'aviser de demander de quelle manière les banques font fructifier les dépôts qui leur ont été confiés? Dans la plupart des cas, le nom de la banque et les garanties qu'elle donne suffisent à tranquilliser les petits comme les gros capitalistes. Le Plan Keynes envisage de confier les fonctions fiduciaires à l'Union internationale de clearing. Mais les Etats membres témoigneront-ils à cette institution internationale de la même confiance que le capitaliste à sa banque nationale, lui permettront-ils de procéder sans autre formalité à ces transactions ou faudra-t-il que d'énormes sommes (qui pourraient être utilisées immédiatement et de manière plus utile) continuent d'être immobilisées ici et là, tout simplement parce que les nations n'auront pas accepté que les transactions monétaires et de crédit se fassent aussi facilement sur le plan international que dans le cadre des frontières nationales? En d'autres mots: les gouvernements auront-ils le courage d'accorder leur confiance à cette institution sans exiger qu'elle ait fait au préalable ses preuves? « Nous ne devons pas être trop prudents, dit Keynes. Une reconstruction rapide de l'économie peut faciliter la tâche des diplomates et des hommes d'Etat, c'est-à-dire l'établissement d'un nouvel ordre économique et social... » « Nous ne pouvons nous permettre d'attendre trop longtemps; nous ne pouvons tolérer qu'une prudence excessive nous conduise au chaos. »

Les divers Etats membres, lisons-nous encore dans le Plan Keynes, ne mettent pas leurs moyens financiers à la disposition d'un autre Etat, d'un projet international ou de telle ou telle politique internationale. D'une manière générale, ils consentent tout au plus, dans la mesure où ils disposent d'excédents dont ils n'ont momentanément pas l'emploi, de

les mettre à la disposition d'un fonds général qui les affectera à certains buts convenus. Pour les pays intéressés, ce mode de faire n'implique aucune charge étant donné que ces fonds ne sont pas distraits définitivement ou même pour une période déterminée, mais que chaque Etat reste libre de les affecter à des buts qu'il fixe lui-même. Dans ce cas, le service de l'intérêt incombe au bénéficiaire subséquent de ces crédits, mais aussi longtemps que celui-ci n'a d'autre emploi de son argent. Comme nous l'avons dit, il s'agit uniquement de transplanter sur le plan international les méthodes bancaires en vigueur sur le terrain national. Ces méthodes sont tout aussi « impersonnelles » et ne demandent pas aux détenteurs de dépôts de faire leurs buts pour lesquels leur banque avance de l'argent, ou encore de renoncer pour toujours à utiliser leurs placements comme bon leur semble. On ne peut donc opposer à ce mode de faire d'autre critique valable que celle que l'on adresse à la technique bancaire dans les limites nationales, à savoir que l'on peut en abuser pour créer un pouvoir d'achat excessif et pour déclencher l'inflation.

Mais il va sans dire que cette « objection valable » peut être d'un grand poids!

Les considérations auxquelles se livre le Plan Keynes sur le *mouvement des capitaux* indiquent bien qu'il vise aussi, encore qu'il tende comme le Plan White à stabiliser les monnaies, à dépasser ce but limité, mais nécessaire.

Désormais, aucun pays ne peut plus autoriser la fuite des capitaux, à moins qu'il ne la tolère pour des raisons politiques, ou que les détenteurs de capitaux ne s'y livrent pour éviter des charges fiscales ou encore qu'ils ne s'attendent à être proscrits. De même, aucun pays ne peut hospitaliser sans condition les capitaux en fuite, qui constituent une importation indésirable d'argent et ne peuvent être utilisés sans danger pour les placements fixes. — Pour toutes ces raisons, on estime qu'un *contrôle de ces capitaux est nécessaire dans les deux sens et qu'il devrait faire partie intégrante de l'ordre d'après-guerre.*

Mais le Plan Keynes atténue sitôt après ce que ces considérations peuvent avoir de radical:

Si nous préconisons le contrôle du mouvement international des capitaux, *il ne faudrait pas en conclure que nous voulions mettre fin à tous les placements internationaux de capitaux.* Au contraire, le mécanisme que nous proposons devrait faciliter sensiblement les prêts et les crédits internationaux consentis à des fins légitimes (qu'entend-on par « légitime »?). Nous visons, et nous reconnaissons que l'objet est d'importance, à disposer de certains moyens de contrôle: a) afin d'établir une distinction entre les prêts à long terme des Etats créanciers (qui veulent contribuer à stabiliser l'équilibre international et à développer l'exploitation de ressources mondiales) et les exportations de capitaux en provenance des Etats débiteurs, lesquels manquent des moyens nécessaires à cet effet; b) afin de contrôler les mouvements de capitaux provoqués par des spéculations à court terme, de même que les fuites de capitaux en provenance d'un pays débiteur, ou encore d'un pays créditeur à un autre pays créditeur.

En aucun cas, lisons-nous plus loin, il ne saurait s'agir d'un contrôle direct des mouvements de capitaux: le système bancaire international,

qu'une longue expérience a préparé à couvrir les besoins réels, *ne serait modifié qu'aussi peu que possible.*

Dans un autre chapitre consacré aux services que l'Union internationale de clearing pourrait rendre à diverses œuvres internationales, nous lisons entre autres choses :

Outre les buts pour lesquels elle a été conçue en premier lieu, l'Union pourrait être mise au service d'autres plans internationaux. Cette éventualité mérite la plus grande attention. L'Union pourrait devenir *la cellule constitutive de l'organisme qui pourrait être appelé ultérieurement à diriger l'économie mondiale.* Sans cette union, l'exécution d'autres plans, plus désirables encore, serait entravée ou ne trouverait pas l'appui souhaitable... « L'Union pourrait ouvrir des comptes de clearing aux institutions internationales qui seront chargées après la guerre d'organiser les *premiers secours*, les *transferts de population* et la *reconstruction*. Elle pourrait même faire davantage... » « L'Union pourrait ouvrir un compte destiné à financer l'armement d'une *force internationale de police* chargée d'assurer la paix et de maintenir l'ordre international... » Elle pourrait également ouvrir un compte en faveur d'une institution chargée de *réglementer le marché des marchandises*, de financer les achats auxquels cet organisme aurait à procéder, et cela en mettant à sa disposition les crédits dont il aurait momentanément besoin à cet effet.

Comme on le voit, l'Union « pourrait » beaucoup. Mais à quelles conditions une si vaste activité peut-elle être efficace ? Une phrase peu apparente du Plan Keynes répond à cette question :

Si aucun des avoirs n'est utilisé en dehors du système de décompte, mais si tous peuvent être transférés à l'intérieur du système, le fait de tirer des chèques sur l'Union ne la mettra jamais en difficulté. L'Union, dans la certitude que le montant avancé ne peut être inscrit qu'au compte de compensation d'un autre membre est alors en mesure de mettre à la disposition de chaque membre les sommes dont il peut avoir besoin. L'Union veille uniquement à ce que ses membres se conforment aux règles établies et que les Etats adhérents puissent considérer les prêts accordés comme rationnels et appropriés.

Si ! C'est-à-dire à la condition uniquement que la collaboration internationale soit complète et que tous les Etats adhèrent à l'Union de clearing. C'est pourquoi aussi le texte spécifie que le Plan Keynes est véritablement international parce qu'il est fondé sur un seul et unique accord général et non pas sur une pluralité d'accords bilatéraux. « Nous doutons que l'on parvienne jamais à mettre sur pied un plan englobant toutes les nations, à moins qu'il ne procède d'un acte créateur spontané engendré par une foi commune dans un but commun, à moins qu'il ne sorte tout armé de la victoire que les Nations unies auront enfin obtenue... »

Dans ce cadre, évidemment, la chose pourrait être simple, comme nous l'avons d'ailleurs exposée au début de notre article. Mais ce cadre est-il réalisable ?

III.

Les limites du plan monétaire interallié.

Il n'est pas nécessaire de répondre dès maintenant à cette question; en effet, les principales dispositions du plan monétaire interallié ou du plan monétaire mondial auxquelles trente-quatre nations, y compris l'U. R. S. S., ont adhéré en principe, semblent être les mêmes, pour autant que nous sommes renseignés, que celles du Plan White. Ce plan mondial s'inspire, lui aussi, d'un esprit purement commercial et capitaliste. Il s'appuie fortement sur l'or et n'aborde pas les modifications de structure. Il se peut que les limites imposées à ce plan facilitent la stabilisation nécessaire des monnaies; comme dit un vieil adage: à vouloir courir deux lièvres à la fois, on risque de n'en attraper aucun. Mais le problème n'en est pas résolu pour autant. *A quoi sert-il de stabiliser les monnaies si l'état de choses actuel est maintenu dans tous les autres secteurs?* Dans ces conditions, les monnaies ne resteront pas longtemps stables! Tôt ou tard, les circonstances économiques finiront par exercer leur influence sur ce régime — encore que tempéré — de l'étalon or, et cela même si la somme versée au fonds international était portée de 8 à 10 milliards de dollars (le Plan Keynes prévoit des réserves pouvant atteindre 25 milliards de dollars).

Si le système économique dans son ensemble n'est pas établi sur une autre base, meilleure, il y aura toujours des Etats dont la quote-part en devises sera prématurément épuisée. Comme l'auront prévu les critiques du Plan Keynes: « L'épuisement de la quote-part aura pour corollaire un effondrement de la monnaie. »

L'enjeu dépasse donc la stabilisation monétaire. Le grand organe conservateur *Times* le reconnaît lui-même: « Chacun souscrira à la déclaration qui a accompagné la signature de l'accord, à savoir que le développement — dans l'équilibre — du commerce international constitue le but primordial; mais un accord monétaire international, si judicieusement qu'il soit appliqué, ne peut permettre d'atteindre ce but; parallèlement, les Etats industriels doivent faire une politique active. »

« Politique active », c'est un autre mot, mais qui engage moins, pour économie dirigée; une politique active, c'est une politique visant à développer les possibilités économiques par des modifications de la structure, les modifications mêmes que le Plan Keynes a si timidement esquissées et que White a jetées dans le débat, non pas dans son plan, il est vrai, mais dans le projet de banque mondiale qu'il a publié l'automne dernier dans le *Financial News*. Selon White, l'une des tâches les plus importantes de cette banque aurait consisté, dans le sens du Plan Keynes, à rendre aux Etats membres les mêmes services que la Banque nationale rend aux autres banques dans les limites d'un Etat. Toutefois, White a conçu cet institut comme un organisme privé, dont la mission principale est « de diriger les capitaux privés vers des placements productifs

à l'étranger. » En ce qui concerne le financement des mesures d'aide après la guerre, White a donné à la formule vague de « répartition de l'or » la seule interprétation que la pratique puisse autoriser. Il a déclaré sans ambages que la meilleure solution serait « de faire cadeau aux pays intéressés de certains montants en or ou, si cela paraissait impraticable, de leur accorder des prêts à bas intérêt ».

Le plan monétaire mondial des Alliés laisse toutes ces questions ouvertes; en d'autres mots, *il abandonne au plus fort l'organisation et le contrôle de l'économie mondiale*. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le Plan Keynes et ses modestes tentatives de réforme de structure aient été abandonnés et que le projet d'une banque mondiale, envisagé en quelque sorte comme une compensation pour la Grande-Bretagne, ait été remis sine die. Les pourparlers à ce sujet, a déclaré récemment le ministre des finances américain Morgenthau, qui est lui-même l'auteur d'un projet analogue, ont passé à l'arrière-plan, bien que rien ne s'oppose à ce qu'une telle initiative soit discutée. En résumé, *le nouveau projet, pour autant que l'on puisse juger de la situation, constitue une victoire de la thèse américaine, inspirée par un libéralisme optimiste*.

En ce qui concerne la Suisse, ou plutôt la Suisse capitaliste, on peut penser qu'après la guerre elle figurera plutôt du côté des créanciers et des pays riches, c'est-à-dire des Etats qui ont plus à attendre — provisoirement! — d'un plan conforme aux conceptions de White et du plan monétaire mondial des Alliés que d'un Plan Keynes, c'est-à-dire d'un projet qui exige davantage des Etats créanciers et qui, comme on l'a dit, « affaiblit la position des pays financièrement puissants ». *En opposition à ces considérations capitalistes, les organisations syndicales donnent naturellement la préférence au Plan Keynes, qui vise l'ensemble et tient compte dans une plus large mesure des nécessités économiques*.

Morgenthau a communiqué que l'U. R. S. S. aurait adhéré en dernière heure au plan monétaire mondial. Nombre de lecteurs ne laisseront pas de s'étonner de cet appui donné par l'U. R. S. S. à un plan d'inspiration purement capitaliste. Il n'y a aucune raison de s'étonner. *Un système tempéré de l'étalon or, et même un étalon or méritant pleinement cette appellation, est au fond plus avantageux pour les Russes que pour les Etats capitalistes; il servira peut-être mieux que l'Internationale communiste les fins politiques et économiques de la Russie*. L'U. R. S. S. est l'un des plus gros producteurs d'or. Bien que son économie intérieure ne soit entravée en rien par ce fétiche, la Russie ne manquera pas de s'en servir avec habileté à l'extérieur. On a pu lire dernièrement dans les journaux américains que les Etats-Unis, qui étouffent sous le poids de leur or, s'opposaient à l'intention manifestée par la Russie d'accomplir une grande partie de ses paiements en or!

Au demeurant, les Russes ne se font aucune illusion sur les plans monétaires. Dès la publication du Plan Keynes, le professeur

Varga, l'économiste soviétique bien connu, a déclaré que même ce projet, pourtant si ouvert aux nécessités, lui paraissait peu propre à garantir la stabilité des monnaies. Varga va plus loin encore en affirmant que *le but visé ne peut être atteint que si la consommation individuelle et les placements sont contrôlés en permanence par l'Etat, ce contrôle s'étendant parallèlement au commerce extérieur; en même temps, les pays riches doivent procéder à de fortes exportations de capitaux vers les Etats ruinés par la guerre.* Cependant, l'économiste russe tient ces mesures pour impraticables dans les limites du régime actuel, pour la simple raison qu'elles sont en opposition absolue avec les intérêts des milieux influents. Si ces interventions pouvaient être menées à chef, elles réaliseraient, même sans système international, la stabilisation des monnaies.

Cette « réalisation », le plan mondial interallié ne peut l'assurer — encore qu'il faille enregistrer avec satisfaction l'intention manifestée de provoquer le « démarrage » de l'activité économique par la stabilisation monétaire; en effet, ce plan ne dépasse en rien le « principe purement capitaliste d'organisation » dont il a déjà été question au sujet du Plan Keynes.

Tout au plus, les solutions dont nous avons connaissance jusqu'à maintenant peuvent-elles porter le navire avarié de l'économie mondiale à travers la première tempête de l'après-guerre. Mais les avaries n'en seront pas réparées pour autant et le navire ne sera pas mieux en état de tenir la mer. Ses machines sont usées, ses œuvres vives sont atteintes. Une reconstruction est indispensable.

« L'automatisme de l'or, lisons-nous dans le *Bulletin* de la Banque Bær & C^o, étant devenu un anachronisme et, d'autre part, des monnaies stables étant plus que jamais le but essentiel auquel doit tendre une économie saine, il faut, en toute logique, inaugurer une politique économique saine qui ne provoque ou ne tolère aucune rupture de l'équilibre. C'est à cette condition seulement que nous pourrions renoncer à l'automatisme de l'or. En d'autres termes, l'économie nationale doit être gérée selon des principes raisonnables et économiques, c'est-à-dire commerciaux; parallèlement, il faut s'appliquer à maintenir l'équilibre du budget et des échanges internationaux. »

Que signifie, dans cette acception, les termes « raisonnable », « économique », « commercial »? Ce qui est commercial, c'est-à-dire inspiré par des considérations individualistes et égoïstes n'ayant pas souci de l'ensemble, n'est généralement pas « économique » du point de vue de l'ensemble; en conséquence, ce n'est pas raisonnable. Une politique économique ne peut être saine que dans la mesure où elle est commandée par les intérêts supérieurs de la collectivité: il ne saurait donc s'agir que d'une économie dirigée visant à couvrir les besoins.